



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°13 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les échanges commerciaux de l'Afghanistan en légère hausse lors de l'année budgétaire 1402 ;
- ❖ **Bangladesh** : Les prévisions de croissance pour 2024 revues à la baisse entre 5,6% et 6,1% ;
- ❖ **Bhoutan** : La BASD encourage l'utilisation de Partenariat Public-Privé (PPP) au Bhoutan ;
- ❖ **Inde** : L'indice de la production industrielle de l'Inde augmente de 5,7 % en février 2024 ;
- ❖ **Népal** : Reprise de l'inflation des denrées alimentaires ;
- ❖ **Pakistan** : Le déficit budgétaire à 7,4% du PIB d'ici la fin de l'année 2023/2024 (FMI) ;
- ❖ **Sri Lanka** : Hausse de la pauvreté sur l'année 2023 ;

LE CHIFFRE A RETENIR

4,8 %

L'indice des prix à la consommation en Inde atteint son niveau le plus bas depuis dix mois ;

Afghanistan

Les échanges commerciaux de l'Afghanistan en légère hausse lors de l'année budgétaire 1402

Selon les données fournies par le ministère de l'Industrie et du Commerce, les exportations de l'Afghanistan ont atteint près de 2 Mds USD en 2023, enregistrant ainsi une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente. Cette progression équivaut à une hausse de 41 M USD, et ce, malgré les défis persistants tels que les perturbations liées aux travaux sur la route du col de Salang, un axe vital pour le commerce interne, la chute de 64 % des exportations de charbon et les conflits dans les pays voisins.

Selon les données émanant du gouvernement taliban par intérim, au cours du dernier mois de l'année budgétaire, l'Afghanistan a enregistré des exportations d'une valeur de 141,1 M USD, marquant ainsi une augmentation de 32,9 M USD par rapport à la même période l'année précédente. Parallèlement, les importations ont totalisé 789,6 M USD. Lors de cette période, les principales destinations des exportations, principalement constituées de minerais bruts, étaient le Pakistan, l'Inde, les Émirats arabes unis et la Chine au cours de la période examinée.

Baisse des exportations de charbon afghanes et défis du développement du charbon en interne

Les exportations de charbon d'une valeur de 174 M USD ont été réalisées vers des destinations telles que l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Turquie au cours de l'année budgétaire 1402 (de mi-mars à mi-mars), marquant ainsi une baisse de 64% en g.a. par rapport aux 497 M USD enregistrés l'année budgétaire précédente.

Le ministère des Mines et du Pétrole a affirmé son engagement à diversifier les marchés dans le secteur du charbon, notamment en favorisant de nouvelles exploitations minières conformes à la réglementation. Des investissements de 140 M USD ont été effectués dans 150 petites mines, en marge de plusieurs autres, à hauteur de 7 Mds USD dans trente grandes mines. Le porte-parole du ministère a également indiqué que plus de 150 000 personnes sont employées dans le secteur minier afghan.

Les économistes ont souligné que l'Afghanistan dépense chaque année des sommes considérables pour importer de l'énergie, notamment de l'électricité de ses voisins, alimentant ainsi une dépendance aux importations. Par ailleurs, les pénuries d'électricité persistantes entravent le développement industriel. Selon les autorités, la stimulation de la production d'énergie à partir de ressources internes, en particulier le charbon, pourrait catalyser la croissance dans d'autres secteurs de l'économie.

D'après le ministère des Mines et du Pétrole, l'Afghanistan dispose de vastes gisements de réserves de charbon s'étendant sur 700 kilomètres de long et de 35 à 40 kilomètres de large, allant du Badakhshan à Herat.

Bangladesh

Les prévisions de croissance pour 2024 revues à la baisse entre 5,6% et 6,1%

Selon différentes estimations internationales, la croissance du PIB bangladais devrait se trouver entre 5,6% et 6,1% durant l'exercice budgétaire en cours (FY24). Le FMI anticipe une croissance économique d'environ 5,7% pour FY24 et de 6,6% pour FY25. De son côté, la Banque mondiale considère que le PIB réel du Bangladesh devrait ralentir à hauteur de 5,6% cette année (5,7% pour FY25) alors que la Banque asiatique de développement est plus optimiste, avec une croissance de 6,1% sur un an (6,6% pour FY25).

Ces prévisions tablent sur une inflation qui resterait élevée en 2024, à hauteur de 9% selon le FMI (contre 9,3% l'an dernier), et qui continuerait de peser sur la consommation des ménages. Les pénuries d'énergie, les taux d'intérêt croissants et la persistance de fragilités au sein du secteur financier représenteraient également des freins à la croissance. Pour mémoire, la croissance du PIB bangladais en 2023 était de 5,8%.

Le Bangladesh sollicite la Russie pour une deuxième centrale nucléaire à Rooppur

Début avril, le Directeur général de Rosatom a rencontré la Première Ministre à Dacca. Selon la presse, la Première ministre aurait demandé à l'agence publique russe de considérer la construction d'une seconde centrale nucléaire à Rooppur. Cette annonce intervient quelques semaines après la confirmation du gouvernement bangladais que le projet d'une seconde centrale se ferait au même endroit que la première, actuellement en cours de construction et déjà financée par la Russie.

Pour mémoire, deux réacteurs VVER-1200 (1200 MW chacun) de conception russe sont en construction sur le site de Rooppur, à 140 kilomètres à l'ouest de Dhaka. Un prêt russe de 11,4 Mds USD avait été signé avec le Bangladesh en 2016. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le chantier subit des complications financières et techniques mais les autorités conservent néanmoins le calendrier initial : première unité livrée fin 2024 et la deuxième en 2025.

Le Bangladesh vise 40 % d'énergies renouvelables d'ici 2028 avec 125 projets verts en cours

Le ministère de l'Énergie a récemment annoncé qu'il travaillait sur la réalisation de 125 projets d'énergies vertes avec une capacité de production totale de plus de 12 GW, soit plus que la demande actuelle du pays en hiver et 70 % de la consommation en été. Environ 90% de ces projets concernent des centrales électriques solaires.

Le gouvernement bangladais estime qu'il sera difficile d'atteindre l'objectif affiché de 10% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2025. Cependant, il considère que la mise en œuvre des projets en cours pourrait permettre d'atteindre le seuil de 40% d'ici 2027-2028. Parmi les principaux projets d'envergure dans le secteur privé, le plus important est la construction d'une centrale solaire de 1 GW sur le site

de Swarna Dweep à Noakhali, pilotée par l'entreprise américaine ELERIS Ltd. D'autres projets notables sont la centrale solaire de 300 MW de l'entreprise saoudienne ACWA Power à Rampal et la centrale solaire de 250 MW à Rangpur, fruit d'une collaboration entre Shanghai Electric Investment (Chine) et Risen Energy (Hong Kong). Actuellement, le pays est en capacité de produire seulement 2% de son électricité à partir de sources renouvelables, tandis que le gaz naturel et le charbon demeurent les principaux intrants pour la production d'électricité.

Le Bangladesh fait face à une hausse des flux financiers illégaux

Selon un rapport de la Banque mondiale sur le développement du Bangladesh en 2024, les flux de capitaux illicites vers des comptes offshore sont en hausse. Les pertes de recettes fiscales, qui comprennent notamment l'évasion fiscale offshore, sont estimées à plus de 700 M USD, soit 2,2 % du PIB bangladais, en 2020.

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'intégrité financière 2021, la majeure partie du blanchiment d'argent au Bangladesh s'effectue par le biais de fausses factures lors d'échanges commerciaux. Environ 3,6 Mds USD par an en moyenne ont été blanchis dans le pays, à travers ce procédé entre 2009 et 2018. Le Bangladesh figure à la 44^{ème} place mondiale et à la 3^{ème} place en Asie du Sud pour les flux financiers illégaux générés par de fausses facturations.

Bhoutan

La BAsD encourage l'utilisation de Partenariat Public-Privé (PPP) au Bhoutan

Le dernier rapport de l'Asian Development Outlook publié par la Banque asiatique de développement (BAsD), souligne que la croissance économique du Bhoutan est largement alimentée par les dépenses publiques et l'accumulation de capital. Pour soutenir cette dynamique, la BAsD préconise l'adoption d'instruments de financement « innovants » tels que la mise en place de partenariats public-privé (PPP), reconnus comme étant essentiels pour mobiliser des fonds privés et combler les déficits de financement public dans de nombreux pays.

Selon la BAsD, en exploitant pleinement le potentiel des partenariats public-privé (PPP), le Bhoutan pourrait non seulement combler, au moins partiellement, son déficit budgétaire, mais également stimuler la création d'emplois et favoriser des collaborations fructueuses entre le gouvernement et le secteur privé.

Toutefois, dans son rapport la BAsD souligne la complexité de mise en œuvre de projets de PPP au Bhoutan. En effet, le cadre institutionnel demeure compliqué, l'absence de dispositions relatives aux propositions spontanées, des procédures d'approbation centralisées, un marché restreint avec un secteur privé limité, une prédominance des entreprises publiques, une sensibilisation limitée aux PPP et un défaut flagrant d'exemples de réussite. Le seul PPP existant au Bhoutan, le parking à plusieurs niveaux de Thimphu, n'a pas suffisamment catalysé le développement d'autres PPP.

Une politique révisée en matière de PPP, actuellement en attente d'approbation par le cabinet, est censée aborder ces défis. Le rapport met en évidence l'importance du renforcement des capacités, du partage des connaissances, de la création d'un environnement commercial favorable, de la réforme des entreprises publiques et de leur privatisation sélective pour garantir le succès des PPP.

Selon la BASD, à l'échelle mondiale, les partenariats public-privé ont mobilisé un investissement total de 36,4 Mds USD dans 44 pays au cours du premier semestre 2023, avec l'Inde en tête dans la mise en œuvre des projets de PPP dans la région de l'Asie du Sud.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

L'indice de la production industrielle de l'Inde augmente de 5,7 % en février 2024

En février 2024, l'Indice de la Production Industrielle (IIP) de l'Inde a enregistré une augmentation significative de 5,7 %, atteignant un indice de 147,2 sur la base de l'année 2011-12, selon les données fournies par le ministère des Statistiques et de la Mise en Œuvre des Programmes (MoSPI). Cette progression marque une nette accélération par rapport à la croissance de 3,8 % enregistrée en janvier de la même année.

De manière détaillée, les indices des secteurs de l'exploitation minière, de l'industrie manufacturière et de l'électricité pour le même mois se situent respectivement à 139,6, 144,5 et 187,1. Ces chiffres reflètent des augmentations de 8 %, de 5 % et de 7,5 %, en glissement annuel sur la période examinée. Notons que précédemment, en janvier 2024, les indices de l'industrie manufacturière et de l'électricité avaient enregistré des hausses respectives de 3,2 % et de 5,6 % en g.a.

Il est à noter que cette hausse de 5,7 % constitue le pic le plus élevé depuis quatre mois, dépassant le précédent sommet de 11,9 % enregistré en octobre 2023. Par la suite, la croissance de l'IPI avait marqué un ralentissement à 2,5 % en novembre, 4,2 % en décembre, et 3,8 % en janvier 2024.

L'indice des prix à la consommation pour le mois de mars 2024 atteint 4,8%

Alors que la production industrielle atteint son sommet des quatre derniers mois, enregistrant une croissance de 5,7 %, l'indice des prix à la consommation, quant à lui, a chuté à son niveau le plus bas depuis dix mois, s'établissant à 4,8 %.

L'indice des prix à la consommation est passé de 5,1% en janvier à 5,09 % en février. La modération observée est principalement imputable au ralentissement de la hausse des prix des denrées alimentaires telles que les œufs, le lait et les produits laitiers, les fruits, les légumineuses et les épices.

Plus précisément, l'inflation des denrées alimentaires est passée à 8,52 % en mars, en baisse par rapport à 8,66 % en février, 8,3 % en janvier, et 9,5 % en décembre 2023.

Malgré cette baisse, la hausse de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) reste au-dessus de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale, mais elle demeure dans sa fourchette de tolérance de 2 à 6 % pour le septième mois consécutif.

Cependant, le chef économiste de Kotak Mahindra Bank a émis une mise en garde, soulignant que les prochaines vagues de chaleur pourraient maintenir la hausse des cours des denrées alimentaires à un niveau élevé et volatile pendant les mois d'été, ce qui pourrait raviver la pression sur l'indice des prix à la consommation.

Politique commerciale

Performance record des exportations de marchandises et de services indiennes lors de l'exercice 2023-24

Les exportations de marchandises sont tombées à 437,0 Mds USD au cours de l'exercice budgétaire 2023-24, tandis que les exportations de services ont augmenté de 4,4 % pour atteindre le montant de 339,6 Mds USD au cours de la période examinée.

Selon les données provisoires publiées par le ministère du Commerce, en tenant compte des services, les exportations de l'Inde ont atteint un niveau record de 776,6 Mds USD au cours de l'exercice financier qui s'est achevé le 31 mars, et ce, malgré les vents contraires mondiaux. L'augmentation, bien que marginale par rapport aux 776,4 Mds USD de l'année précédente, un record à l'époque, est due aux bonnes performances des exportations de services, qui ont compensé une contraction de 3,1 % des exportations de marchandises.

En effet, dans le domaine des services, l'Inde a enregistré une hausse des exportations et une contraction des importations. Les exportations de services en 2023-24 ont été estimées à 339,6 Mds USD, soit une hausse de 4,39 % par rapport aux 325,3 Mds USD atteints lors de l'exercice 2022-23. Les importations de services ont été estimées à 177,5 Mds USD pour l'exercice 2023-24, contre 182,0 Mds USD pour l'exercice 2022-23, soit une contraction de 2,46 %.

Stabilisation des volumes d'importations de pétrole brute en provenance de Russie lors de l'exercice 2023-24

Bien que les volumes d'importation soient demeurés stables, la baisse des prix du pétrole brut russe, résultant des restrictions imposées par l'Occident, a permis à la facture des importations de pétrole brut de l'Inde de diminuer de 15,9 %, atteignant ainsi 132,4 Mds USD au cours de l'exercice 2023-24, contre 157,5 Mds USD l'année précédente.

Les données indiquent que la facture des importations de pétrole brut avait augmenté de 30,4 % au cours de l'exercice budgétaire 2022-23. Cependant, le pays a quasiment maintenu le même volume d'importation de pétrole brut au cours de l'exercice 2023-24, s'élevant à 232,5 millions de tonnes métriques, selon les données officielles publiées mercredi par la Cellule de Planification et d'Analyse du Pétrole.

En mars, les importations de brut ont enregistré une baisse de 4,4 % pour atteindre 20 Mds USD, contre 20,9 Mds USD en mars 2023, en raison de l'augmentation des prix mondiaux.

La Russie est demeurée le principal fournisseur de pétrole brut pour le 18ème mois consécutif en mars. Avec 1,36 million de barils de pétrole brut par jour, les importations en provenance de Russie ont augmenté de 7 % par rapport au mois précédent en mars, comparativement à février.

	FY10	FY20	FY21	FY22	FY23	FY24
Importations de pétrole brute (USD Milliard)	111.9	101.4	62.24	120.7	157.5	132.4
Volume d'importations de pétrole brute (million metric tonnes)	226.5	226.9	196.4	212.4	232.7	232.5

Source: PPAC (Petroleum Planning & Analysis Cell)

Maldives

Signature d'un accord avec la Chine pour le développement de l'aéroport de Kadhdhoo

Les Maldives et la Chine, par le biais de l'entreprise publique China Machinery Engineering Corporation (CMEC), ont signé un accord visant à développer l'aéroport de Kadhdhoo. Les détails de l'accord et les conditions de financement n'ont pas été dévoilés. À l'issue de ces opérations, l'aéroport devrait pouvoir accueillir des vols internationaux. Ce projet illustre le rapprochement en cours avec la Chine du Président Mohammed Muizzu, élu en septembre 2023.

Népal

Reprise de l'inflation des denrées alimentaires

Les prix des denrées alimentaires de première nécessité sur le marché sont de nouveau en hausse, suscitant l'inquiétude des consommateurs au Népal. Les commerçants rapportent des augmentations élevées des prix des légumineuses, du riz, du sucre, du sel, de l'huile et d'autres produits alimentaires essentiels. L'Association des détaillants du Népal font état d'une augmentation de 5 à 10 % des prix au cours du dernier mois et demi, tandis que le ghee et les produits pétroliers ont augmenté de plus de 10 %. Par exemple, le prix de l'huile de cuisson, qui était de 200 INR le litre il y a un mois, est maintenant compris entre 210 et 220 INR le litre, attribuant ces hausses aux augmentations des grossistes transmises aux consommateurs par les détaillants.

Ambition de production d'électricité de la NEA, Nepal Electricity Authority

La Nepal Electricity Authority (NEA) prévoit de produire 20 000 MW d'électricité d'ici 2029, ce qui créerait un excédent de 10 000 mégawatts pendant la saison des pluies et environ 4 000 MW pendant la saison sèche. Chandan Kumar Ghosh, porte-parole de la NEA, souligne que ces avancées dans le secteur de l'énergie ouvrent la voie à un potentiel de commerce transfrontalier d'électricité significatif.

En janvier, le Népal et l'Inde ont signé un accord bilatéral pour exporter 10 000 mégawatts d'électricité du Népal vers l'Inde sur dix ans. Le Bangladesh, également confronté à des pénuries électriques pendant la haute saison au Népal, cherche à se fournir en électricité auprès du Népal à hauteur de 9 000 MW d'ici 2040.

Pakistan

Le ministre des Finances vise un accord sur le contour d'un nouveau programme du FMI d'ici mai 2024

Le ministre des Finances, M. Muhammad Aurangzeb, a rencontré mercredi la Directrice générale du Fonds monétaire international, Mme. Kristalina Georgieva en marge des assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale. Il a annoncé une visite des services du Fonds à la mi-mai pour « préparer un nouveau programme qui aidera le Pakistan à pérenniser la stabilité macroéconomique ainsi qu'un cadre pour la mise en œuvre des réformes de ses réformes structurelles ». M. Aurangzeb n'a pas indiqué le montant du programme qui sera demandé par le Pakistan, mais Reuters indique qu'il pourrait se monter à 6 Mds USD. On rappellera que le ministre des Finances du gouvernement de transition avait indiqué en février dernier que l'administration des finances travaillait à l'obtention d'un prêt de 4 Mds USD au titre de la facilité élargie de crédit (EFF), auquel s'ajouteraient 2 Mds USD de prêt facilitant la transition écologique.

M. Aurangzeb indique que « la majeure partie de notre dette bilatérale - y compris la dette chinoise - était en train d'être reconduite, donc en ce sens, je pense que l'économie pakistanaise se porte bien et je ne vois pas de difficultés majeures au cours de l'année 2023-24 (l'année budgétaire se termine le 30 juin) ni au cours du prochain exercice budgétaire ». Il rappelle toutefois que le Pakistan va devoir rembourser environ 25 Mds USD en 2024-25.

Le ministre espère que les réserves de change de la Banque centrale (SBP-State Bank of Pakistan) pourront atteindre 10 Mds USD – soit deux mois et demi d'importations – d'ici la fin juin. Il indique travailler au retour prochain du Pakistan sur les marchés de capitaux, éventuellement avec une obligation verte. Il considère que l'amélioration de la situation économique permettra progressivement une amélioration de la note du Pakistan par les agences de notation.

Le déficit budgétaire à 7,4% du PIB d'ici la fin de l'année 2023/2024 (FMI)

Le FMI estime que le déficit budgétaire du Pakistan en 2023/2024 (juillet 2023 à juin 2024) doit s'établir à 7,4 % du PIB en juin 2023 (et à 7,3 % du PIB en 2024/2025) - l'objectif fixé par le gouvernement fédéral était de 6,5% -. Selon le FMI, pour que le déficit budgétaire s'établisse à 6,5 % du PIB, il aurait fallu que les provinces augmentent les impôts directs et obtiennent un excédent cumulé de 600 Mds PKR (2,15 Mds USD), ce qui ne devrait pas être le cas.

Le FMI considère que le solde primaire devrait rester positif entre 0,4 et 0,5% du PIB au cours des cinq prochaines années, contre un solde primaire déficitaire à 0,9% du PIB en 2022/2023.

L'indice de production des grandes industries manufacturières (LSMI) en baisse de 0,51% en g.a. sur les huit premiers mois de l'année budgétaire

Sur une base mensuelle, le LSMI augmente de 0,06% en février 2024 en g.a. et il connaît une diminution de 4,14% par rapport à janvier 2024. Le LSMI doit ce score négatif de 0,51% en g.a. au textile (-1,75%), à l'industrie automobile (-1,14%), les ventes automobiles ayant baissé de 38% sur la période, à l'industrie de transformation du tabac (-0,80%), à l'industrie des équipements électriques (-0,26%), à l'industrie du papier et du carton (-0,08%) et à l'industrie sidérurgique (-0,05%). Les secteurs de l'indice qui se sont améliorés au cours de la même période sont l'industrie pharmaceutique (+1,21%), la confection de meubles (+0,72%), l'industrie chimique (+0,55%), l'habillement (+0,46%).

La partie pakistanaise a présenté au ministre saoudien et à la délégation d'investisseurs potentiels qui l'accompagnait 25 projets susceptibles de drainer vers le Pakistan plus de 32 Mds USD d'investissements

Les projets qui ont été présentés par le *Special Investment Facilitation Council* (SIFC) et les équipes du ministre des affaires étrangères sont les suivants :

- Le projet de nouvelle raffinerie de 300 à 350 000 barils par jour (bpj) est de nouveau évoqué. Il s'agirait d'un investissement de 10 Mds USD, le projet bénéficierait d'une franchise d'impôt de vingt ans, d'une protection des marges et d'un rapatriement garanti des dividendes à 100 % ;
- Les investissements pétrochimiques adjacents au projet évoqué *supra* pourraient représenter un investissement de 1,7 Md USD (capacité d'utilisation pétrochimique de 50 000 bpj à 100 000 bpj ;
- Privatisation du barrage de Diamer Bhasha (participation de 1,2 Md USD au capital de la nouvelle société ainsi formée) ;
- Construction d'un nouvel hôtel de luxe 5 étoiles en coopération avec la *Capital Development Authority* (CDA) ;
- Liaison ferroviaire reliant les principaux sites miniers du Baloutchistan et le port de Gwadar (investissement de 2 Mds USD) ;
- Privatisation du capital de la Pakistan International Airlines (PIA) et vente de certains des biens immobiliers qu'elle contrôle ;
- Gestion des trois aéroports internationaux du pays : Islamabad, Karachi et Lahore ;
- Mégaprojet d'élevage de 30 000 vaches dans le Cholistan (région semi-désertique du Pendjab) permettant la production de 6000 tonnes de viande ;
- Projet de ferme laitière au Pendjab (investissement de 25,4 MUSD) ;
- Usine de semi-conducteurs saoudo-pakistanaise (270 MUSD) ;
- La discussion autour de la mine d'or/cuivre de Reko-Diq est évoquée sans rentrer dans les détails du règlement possible du contrat de concession par la société saoudienne Maaden ;
- La partie pakistanaise propose des lots d'exploration-production concernant des terres rares situées dans le massif du Thetyan au Baloutchistan (investissements potentiel évoqués entre 50 et 70 M USD sur deux ans à partir du débat de l'opération) ;

- D'autres projets moins précis ont été présentés en matière d'exploitation minière, de centrales électriques et de gestion de lignes électriques à haut-voltage.

Le ministre saoudien souhaite que les autorités pakistanaises éliminent les irritants bilatéraux en matière d'investissements

Le ministre saoudien a indiqué que des discussions concernant un accord de protection des investissements bilatéraux étaient en cours parallèlement à celles concernant l'accord de libre-échange bilatéral entre le CCEAG et le Pakistan. Il indique qu'un tel accord devrait permettre d'éviter les irritants et les contentieux bilatéraux.

Trois irritants bilatéraux sont évoqués publiquement :

- Al-Jomaih (actionnaire principal de la société de distribution électrique Karachi Electric (KE) des capitaux de croissance dans le rapatriement des bénéfices à l'étranger) qui contrôle avec un partenaire koweïtien le capital de KE à hauteur de 66,4% des actions de la société demande à avoir le droit de prendre les décisions finales dans KE et que la gouvernance du Conseil d'administration de la société de distribution électrique soit revue en ce sens.
- Makhdoom Logistics demande un traitement équitable par rapport à ses concurrents pakistanais au niveau du port de Karachi et souhaite obtenir le retour de 520 000 USD confisqués par l'autorité portuaire.
- ACWA Power demande d'urgence que la convention de 2019 qu'elle a avec le ministère de l'Énergie intègre le prix de sortie garanti par le gouvernement pour les centrales solaires qu'elle a construites. ACWA demande également une compensation financière pour le retard de la mise en production du site. Une réponse est annoncée par les autorités pakistanaises pour le mois de juin 2024.

Par ailleurs, le ministre des Affaires Étrangères saoudien demande au *Special Investment Facilitation Council* (SIFC) la mise en place d'un canal financier au niveau de la Banque centrale pakistanaise (State Bank of Pakistan-SBP) permettant aux différentes entreprises saoudiennes ayant investi au Pakistan de pouvoir rapatrier les dividendes.

Le ministre saoudien évoque également le départ de la société de distribution pharmaceutique saoudienne Servaid implantée au Pakistan en 2005, qui quitterait le pays pour des raisons liées au traitement inéquitable dont souffre sa chaîne de distribution (elle aurait payé plus d'impôts que ses concurrentes pakistanaises qui bénéficient d'une non-imposition de fait par l'administration fiscale et elle ne peut pas rapatrier des dividendes).

Hausse des dépôts de devises dans les banques pakistanaises en mars

En mars 2024, les dépôts en devises dans les banques pakistanaises des expatriés pakistanais ont atteint 6,5 Mds USD, en hausse de 1,18 % par rapport à février et de 2,57 % en g.a.. Les dépôts des résidents ont atteint 5,64 Mds USD, en hausse de 1,23 % sur un mois et de 1,44 % sur un an.

Vers une baisse de la rentabilité des banques

Selon *Insight Securities*, le premier trimestre de l'année 2024 (année calendaire) a vu une baisse des bénéfices bancaires qui pourrait être due à une baisse des rendements du marché secondaire due à l'anticipation d'une baisse du taux de référence, ce qui a entraîné une baisse des marges nettes des banques.

Bank Al Falah sur le point d'acheter la filiale pakistanaise d'une banque saoudienne et une banque du Bangladesh

Le Conseil d'administration de la Bank Al Falah Ltd a donné son accord de principe au rachat de la Bank Asia Limited incorporée au Bangladesh et à l'achat de 84,5% de la filiale pakistanaise de la Banque saoudienne Samba Bank Limited (Samba). La Bank Al Falah attend désormais l'approbation de la State Bank of Pakistan (banque centrale) pour que les deux opérations puissent être effectuées.

Sri Lanka

Poursuite des négociations sur la restructuration des créances privées

Les 27 et 28 mars se sont tenues à Londres des discussions relatives à la restructuration du stock de dette privée de Sri Lanka. Neuf des dix membres du *Steering Committee* (qui regroupe les principaux créanciers privés de l'Etat) étaient présents en vue des négociations. Le 11 mars, le groupe des créanciers avait fait parvenir à Sri Lanka une première proposition d'accord par le biais de ses conseillers légal et financier (White & Case et Rothschild & Co respectivement). À la suite de quoi, les conseillers du gouvernement sri lankais (Clifford Chance et Lazard) ont émis une contre-proposition le 25 mars. Cette contre-proposition ayant été rejetée par les créanciers obligataires, les deux parties ont donc passé en revue le projet d'accord du 11 mars. Les échanges se sont principalement focalisés sur les modalités d'émissions de titres obligataires conditionnés aux performances économiques du pays (*macro-linked bonds* ou MLB). Au terme de cette rencontre, deux points de blocages subsistaient entre les parties au sujet du réajustement des paramètres des MLB selon l'évolution de la situation économique. Un nouveau tour de négociations aura donc lieu prochainement sur la base d'une version revue de la proposition d'accord du groupe des créanciers. Ce dernier a par ailleurs suggéré la possibilité de recourir à des titres revalorisables en fonction des pratiques de gouvernance de Sri Lanka (*governance-linked bonds* ou GLB).

Hausse des indices PMI pour les secteurs manufacturiers et des services au mois de mars

Le 15 avril 2024, la Banque centrale sri lankaise a publié les chiffres de son indice des directeurs d'achats (Purchasing Managers Index ou PMI). D'une part, le PMI pour les activités manufacturières a atteint son niveau le plus élevé en trois ans avec une valeur de 62,5 (sachant qu'un indice PMI compris entre 50 et 100 révèle une croissance du secteur concerné d'un mois sur l'autre). Cette expansion est imputable principalement aux secteurs alimentaire et habillement, portés par le pic saisonnier de consommation privée. D'autre part, le PMI pour les services a lui aussi enregistré une hausse pour atteindre une valeur de 67,7. Les sous-secteurs les plus dynamiques sont le commerce de gros et de détail, les services financiers, ainsi que le logement, notamment du fait de l'important afflux touristique du T1 2024. Dans les deux cas, les perspectives des directeurs d'achats restent positives pour les mois à venir.

Hausse de la pauvreté sur l'année 2023

Pour la quatrième année consécutive, le taux de pauvreté a augmenté à Sri Lanka. D'après les derniers chiffres de la Banque mondiale, 25,9% de la population de l'île vivait avec un revenu par habitant et par jour inférieur à 3,65 USD (en parité de pouvoir d'achat), contre 11,3% en 2019. Cet appauvrissement des ménages résulte notamment de la hausse des pertes d'emploi et de la baisse des salaires réels dans le contexte de flambée inflationniste qu'a connue le pays en 2022, en particulier du fait de la hausse des prix alimentaires, de l'électricité et des carburants. Ce maintien de la précarité de la population contraste avec les signes de reprise économique observés en 2023 (croissance, baisse de l'inflation, reconstitution des réserves de change).

Première opération de transbordement de conteneurs au port d'Hambantota

Le port d'Hambantota, situé dans le Sud de Sri Lanka, a inauguré son activité de transbordement de conteneurs le 9 avril 2024. Jusqu'ici destiné au vrac et au transbordement de véhicules automobiles, le port a accueilli son premier porte-conteneurs, le MSC Ingrid, au début du mois d'avril. Avec un volume de 500 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP), cette opération constitue une étape significative franchie par le port d'Hambantota dans le développement de ses activités. Pour mémoire, l'exploitation de ce port a été concédée à l'entreprise publique China Merchant Port Holding (CMPort) pour une durée de 99 ans en 2017. Compte tenu de sa localisation stratégique sur la route maritime Est-Ouest, il pourrait jouer un rôle croissant dans les années à venir. Pour ce faire, un nouvel investissement de grande ampleur sera nécessaire afin d'accroître la capacité de chargement/déchargement de son terminal à conteneurs.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr